



Le 1er mai finissons-en avec l'état d'urgence permanent ! Déconfinons nos revendications !

Partout dans le monde, le 1er Mai, journée internationale des travailleuses.eurs, des milliers de salarié.es, de privé.es d'emploi et de retraité.es, des étudiant.es et des jeunes descendront dans la rue afin d'exiger la mise en œuvre de véritables politiques de progrès social. En France, où la courbe du chômage ne cesse de grimper alors que celle du pouvoir d'achat continue de chuter, toute la population est appelée à se rassembler pour défendre nos conquêtes sociales et en gagner de nouvelles.

Avec la réforme de l'assurance chômage, le gouvernement fait le choix de sacrifier les plus précaires et les plus jeunes d'entre nous, ce n'est pas admissible. Rarement les travailleuses.eurs n'ont vu leurs droits remis en cause à ce point. Le gouvernement Macron met en œuvre méthodiquement la destruction des droits sociaux et des garanties collectives favorisant ainsi le renforcement de l'exploitation des salarié.e.s. Car c'est un fait, les mesures prises par l'exécutif pour officiellement faire face à la pandémie protègent les intérêts des plus aisé.e.s au détriment des salarié.e.s et de l'ensemble de la population.

Cette année de crise sanitaire et sociale a mis en lumière les premier.e.s de corvée, majoritairement des femmes, des jeunes souvent précaires et toujours à bas salaires. Au-delà des discours de compassion, des applaudissements et des médailles, rien n'a été engagé pour revaloriser leurs salaires, leurs conditions de travail et d'existence. Les actionnaires du CAC40, eux, n'ont pas renoncé à leurs dividendes. Contre les inégalités sociales, la mobilisation doit se poursuivre. Non seulement pour reconquérir nos droits individuels et collectifs mais aussi pour imposer des négociations sur les salaires, l'emploi, la santé, la retraite, l'éducation, les services publics.

Le 1^{er} MAI, nous réaffirmerons que ce n'est pas d'un « plan de relance » dont nous avons besoin mais d'un plan de rupture avec les logiques du capital.

Travailleuse.eur.s, jeunes, retraité.e.s, nous ne sommes pas responsables de la crise économique, sociale et environnementale : nous la subissons ! Portons ensemble nos revendications :

- Hausse générale des salaires dans le privé comme le public et revalorisation des pensions et minima sociaux indexée sur les salaires ;
- Arrêt des plans de licenciements, réduction du temps de travail et embauche massive et statutaire ;
- Arrêt du pillage de la Sécurité sociale pour qu'elle puisse protéger à 100% contre les aléas de la vie (santé, retraite, chômage). Le retrait définitif de la réforme des retraites pour un système garantissant un départ à la retraite à 60 ans à taux plein ;
- Un plan d'urgence contre la précarité étudiante et fin aux politiques d'austérité dans l'Éducation et la recherche ;
- Renforcement de tous les Services publics ; abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique ;
- A travail égal, salaire égal ;
- Abandon de la réforme de l'assurance chômage.

Face au mécontentement populaire, le gouvernement impose l'état d'urgence permanent pour museler notre colère. Nous le refusons. Ce 1^{er} mai sera également l'occasion de manifester notre refus des lois liberticides, notre refus de la criminalisation des militant.e.s.

Nous continuons d'exiger l'abrogation de la loi de sécurité globale, de la loi dite séparatisme, et des décrets sur le fichage pour délit d'opinion !

Les organisations syndicales et de jeunesse de l'Isère appellent l'ensemble des salarié.e.s, active.f.s, retraité.e.s, les privé.e.s d'emplois et la jeunesse, à participer aux manifestations en Isère :

A Grenoble : 10h Gare

A Voiron : 9h30 devant le Quartz, 40 rue Mainssieux

Ce 1^{er} mai, tous ensemble pour faire entendre nos revendications !